



HAL
open science

Construire un instrument de mesure de la vitalité des communautés rurales : une expérience québécoise

Bruno Jean

► **To cite this version:**

Bruno Jean. Construire un instrument de mesure de la vitalité des communautés rurales : une expérience québécoise. CIST2014 - Fronts et frontières des sciences du territoire, Collège international des sciences du territoire (CIST), Mar 2014, Paris, France. pp.235-244. hal-01353423

HAL Id: hal-01353423

<https://hal.science/hal-01353423>

Submitted on 11 Aug 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Construire un instrument de mesure de la vitalité des communautés rurales : une expérience québécoise

AUTEUR

Bruno JEAN, CRDT (Canada)

RÉSUMÉ

La vitalité des communautés rurales est récemment devenue une préoccupation des citoyens, des collectivités et de leurs élus, tout comme une finalité de certaines politiques publiques. Cette notion est une construction sociale et théorique qui n'est pas directement observable et qui, par conséquent, n'est pas non plus directement mesurable. Toutefois, elle est aussi un déterminant du développement local en covariance avec un ensemble de variables. Ce constat permet la construction d'un instrument de mesure qui utilise différents indicateurs associés aux principales dimensions de la *vitalité des communautés*. Au Québec, dans le cadre de la *Politique nationale de la ruralité*, il était prévu de mettre à la disposition des collectivités un outil leur permettant de diagnostiquer leur vitalité locale, de mesurer son évolution dans le temps et de voir comment elle se compare à celle mesurée sur un groupe de municipalités comparables. Nous avons constaté que cette volonté de mesurer la vitalité sociale était très fréquente dans les grandes villes, ce qui a facilité notre travail d'identification des indicateurs bien que la réalité rurale nécessite des indicateurs appropriés. Construire un tel outil de mesure d'une réalité difficile à saisir a posé des défis méthodologiques que notre communication illustrera tout en présentant sommairement le prototype que nous avons mis au point.

MOTS CLÉS

Ruralité, vitalité, mesure, développement rural, index

ABSTRACT

The vitality of rural communities is becoming a major issue for citizens as well as for elected people and also a concern taking in account by some public policies. Such concept is a social and theoretical construction; so, we cannot look at that reality directly; then, it is also difficult make a measurement. However, vitality is a determinant of local development that we can assess by many variables. So, it might be possible to build a rural community vitality index. The Quebec government had decided to provide such tool to the rural community which help them to know more about theirs own vitality over the time. We discover that many large cities have already used such vitality index and then we can use some of those indicators with adaptation to rural settings. In this paper, we will recall the methodological challenges we faced in building that rural vitality index and we give an overview of the prototype will build for Quebec rural communities.

KEYWORDS

Rurality, vitality, measurement, development rural, index

INTRODUCTION

La vitalité des communautés est devenue une grande préoccupation des citoyens, des collectivités et de leurs élus, tout comme une finalité de certaines politiques publiques. Nous voulons décrire ici un outil de mesure de la vitalité sociale développé pour le

gouvernement du Québec et la *Politique nationale de la ruralité 2007-2014* qui annonçait cette intention : « Se doter d'un indice de suivi de la vitalité des communautés rurales – Mise à la disposition des municipalités régionales de comté (MRC) et des communautés locales d'un instrument d'évaluation de leur niveau de vitalité dans le but de leur permettre de : jeter un regard objectif sur leurs forces, leurs actions et leurs organisations ; évaluer leur progression au fil des ans et constater les progrès et le chemin qu'il leur reste à parcourir pour atteindre les objectifs fixés ». Le déploiement de cet outil vient d'être confirmé avec le renouvellement de cette politique rurale en décembre 2013. La présente communication permettra d'illustrer notre démarche visant à construire un instrument servant aux communautés rurales pour évaluer leur propre vitalité, instrument communément appelé l'IVCR, pour *Indice de vitalité des communautés rurales*. Pour les fins de l'allocation des ressources financières aux localités rurales, cette politique rurale utilise déjà un *Indice de développement*, basé essentiellement sur des variables économiques disponibles dans le recensement. Mais l'IVCR mesure la vitalité sociale qui est souvent en lien avec le dynamisme économique.

Nous avons d'abord réalisé une vaste revue de la littérature scientifique sur cette notion de « vitalité des communautés » à partir de laquelle nous avons identifié plusieurs constats. D'abord, la notion de vitalité des communautés n'apparaît pas, au-delà du sens commun, comme un concept très formalisé avec une définition précise. Elle se compose d'éléments multiples et elle est une construction sociale et théorique qui n'est pas directement mesurable en soi. Toutefois, elle est aussi une condition structurelle qui influence la covariance d'un ensemble de variables, ce qui permet de développer un modèle d'évaluation utilisant différents indices associés à ses dimensions les plus importantes. De manière généralement acceptée, la vitalité des communautés fait référence à la présence et au degré de mobilisation de relations et de liens d'interactions individuelles et collectives, notamment institutionnels, influençant la capacité de la communauté à changer, s'adapter et prospérer afin d'améliorer le « bien-être » du plus grand nombre de résidents.

La vitalité d'une communauté a donc été définie comme sa capacité à régler collectivement des problèmes, pour la construction de laquelle elle mobilise des relations fortes, actives et inclusives entre individus, groupes d'intérêt, acteurs économiques locaux (privés, publics), organisations de la société civile (OBNL, etc.) et institutions (gouvernance territoriale, enseignement, etc.) dans le but de promouvoir et améliorer le bien-être individuel et collectif. Cette définition implique une approche plus qualitative des facteurs intangibles de développement des communautés en référence aux notions de cohésion sociale, de capital social, de participation et de développement des capacités.

1. LA MESURE DE LA VITALITÉ DES COMMUNAUTÉS RURALES : LES ENSEIGNEMENTS DE LA REVUE DE LITTÉRATURE

En pratique, pour concevoir un instrument d'évaluation portant spécifiquement sur la vitalité des communautés rurales québécoises, il faut : 1) une assise théorique, un modèle du changement social, 2) un catalogue d'indicateurs restreints et sélectionnés pour leur pertinence et leur potentiel de mesure, et 3) un prototype d'instrument diachronique pour prendre cette mesure et suivre son évolution. Dans le cas d'un instrument portant sur la « vitalité des communautés » mesurée à l'échelle des localités, l'outil doit tenir compte des conditions requises suivantes : 1) intégrer des variables de nature qualitative ; 2) reposer sur la collecte de données à l'échelle locale ; 3) reposer surtout sur la collecte de données

de source primaire (produites localement) plutôt que secondaire ; 4) permettre à l'utilisateur de réaliser des autodiagnostic (dans le sens où les communautés locales pourraient s'administrer librement l'outil à elles-mêmes) ; 5) être d'une grande simplicité à la fois d'utilisation et d'interprétation des résultats pour assurer l'adoption et l'utilisation de l'outil. On comprend ici que la vitalité d'une collectivité ne peut pas se mesurer uniquement par des indices disponibles dans les recensements gouvernementaux mais principalement par des appréciations subjectives des résidents de la collectivité en question, donc des variables qualitatives (et non quantitatives) et une nécessaire collecte de données à l'échelle locale.

Sans prétendre en faire un inventaire exhaustif, les nombreuses constructions théoriques et expériences empiriques en rapport avec la notion générale de « mesure du développement » se déclinent avec des concepts apparentés comme, par exemple :

1. *l'indice du développement humain* (IDH) : développé par le programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) dans le cadre de la publication, en 1990, du premier *Rapport mondial sur le développement humain*, il repose sur trois types de variables : les revenus, la santé et les connaissances (éducation) ;
2. *l'indice pondéré de progrès social* (IPPS) : développé par Richard Estes de l'Université de Pennsylvanie en 1997 afin de bonifier un précédent *Indice de progrès social* datant de 1984, il repose sur la standardisation de 46 indicateurs ;
3. *l'indice de qualité de vie* (IQV) (Diener et Suh, 1997) : les variables retenues se regroupent dans trois dimensions : les besoins biologiques, l'interaction sociale, et les besoins de survie et de bien-être ;
4. les *indices du bien-être des nations* (IBN), dits de Prescott-Allen et élaborés en 2001 : axés sur l'intégration de variables liées au développement durable, alléguant qu'un indice de bien-être économique et social doit aussi incorporer les coûts de l'activité humaine pour l'environnement, ils reposent sur 51 indicateurs ;
5. *l'indice de progrès réel* (IPR) : élaboré par l'organisme de recherches et politiques *Redefining Progress* de San Francisco afin d'évaluer le bien-être économique, environnemental et social aux États-Unis, mieux que ne le font les mesures de PIB par habitant ;
6. *l'indice de bien-être des collectivités* (IBC) du ministère des Affaires indiennes et du Nord du Canada ;
7. *l'indice de développement socio-économique* (IDS) du ministère des Affaires municipales et des Régions du Québec.

Développés dans le sillage des travaux pionniers et des études internationales sur la population et le développement réalisés à partir des années 1970, tous ces types d'indices composites revendiquent toujours l'utilisation d'indicateurs nouveaux ou plus pertinents pour marquer un progrès, un saut qualitatif dans les évaluations de niveaux de développement global par rapport aux indicateurs classiques toujours taxés d'être imparfaits que sont, par exemple, les PIB ou les PNB par habitant (Cooke, 2005 : 1). Poursuivant explicitement les mêmes objectifs, un tout dernier indice a d'ailleurs été lancé en mai 2011 par l'OCDE : *l'indice du vivre mieux* (IVM), qui permet de comparer le bien-être général des populations de ses 34 pays membres. L'indice est basé sur 20 variables, regroupées dans 11 dimensions que l'OCDE a identifiées comme essentielles au bien-être en termes de conditions matérielles de vie (logement, revenus, emplois) et de qualité de vie (communauté, éducation, environnement, gouvernance, santé, satisfaction de vivre, sécurité et équilibre travail-vie). Si l'instrument est nouveau, plus de 80 %

des indicateurs utilisés dans l'index ont déjà été publiés d'une manière ou d'une autre par l'OCDE ².

Aucun de ces indices ne porte spécifiquement sur la *vitalité des communautés* et ne la mesure donc. Tous peuvent être source d'inspiration mais, même si certains sont plus proches des fondements de ce concept, ils présentent néanmoins pour les fins du projet l'une ou l'autre des limites. On revient toujours au même défi méthodologique central pour l'élaboration d'un IVCR, à savoir : comment évaluer, mesurer à la fois « localement » et à la fois « spécifiquement », la *vitalité de communautés rurales*.

2. LES GRANDES DIMENSIONS DE LA VITALITÉ

Il existe un certain nombre d'expériences empiriques documentées qui ont tenté un tel type d'exercice. Au Canada, trois projets de recherches récents ont utilisé nommément la notion de *vitalité des communautés* : 1) *Community Vitality. A Report of the Institute of Wellbeing*, de l'Institute of Wellbeing (Scott et Katherine, 2009) ; 2) *A Neighbourhood Vitality Index: An Approach to Measuring Neighbourhood Well-being*, United Way of Greater Toronto (Meagher et Sean, 2007) ; 3) *Beyond Economic Survival. 97 Ways Small Communities Can Thrive. A Guide to Community Vitality*, du Centre for Innovative & Entrepreneurial Leadership, Ciel (Stolte, Mike, Metcalfe et Bill, 2009).

Plusieurs « variables », synthétisées après analyse dans une douzaine de dimensions théoriquement cohérentes, permettent de qualifier ce que serait un niveau donné de *vitalité*. Nous avons ensuite identifié les grandes dimensions dans huit instruments d'évaluation du *capital social*, du *bien-être/qualité de vie* ou encore de la *vitalité des communautés*.

Certaines questions reviennent systématiquement, par exemple :

- *membership* et participation à des associations locales,
- bénévolat,
- participation aux mécanismes formels de gouvernance locale,
- organisation et degré de proactivité en développement local,
- taille et densité des réseaux familiaux, d'amis ou de voisinage,
- soins et assistance aux autres,
- criminalité, confiance dans les autres ou encore perception de sécurité,
- sentiments d'appartenance ou encore perception de la région.

Ces expériences de construction d'un *vitality index* ont cependant un certain nombre de limites. Par exemple, certains instruments sont applicables à l'échelle locale mais n'intègrent pas les dimensions qualitatives qui caractérisent la *vitalité des communautés*. D'autres tentent de le faire et offrent des exemples intéressants mais reposent sur des données qui n'existent pas ou ne sont pas disponibles à l'échelle désagrégée de petites collectivités territoriales.

3. LES DIMENSIONS RÉCURRENTES RETENUES

Après un travail majeur d'analyse des différentes tentatives significatives de construction d'un index de vitalité, nous avons retenu des variables, généralement identifiées par ces recherches, et regroupées dans cinq grandes dimensions principales :

2 www.oecdbetterlifeindex.org.

- La participation sociale. On se réfère ici à la participation dans des associations volontaires, des groupes communautaires, des activités de bénévolat, des activités communautaires, etc., qui, en plus d'améliorer la qualité de vie de la communauté, permet un engagement citoyen.
- L'engagement civique. Il s'agit ici d'une mobilisation plus grande qui implique des activités au niveau de la démocratie locale formelle, des mécanismes de développement local, de l'école, du *leadership* informel ou d'une contribution à la circulation de l'information, etc.
- Les réseaux sociaux et de soutien. On se réfère ici à l'existence et au dynamisme des réseaux de famille, d'amis et de voisinage, à la capacité des citoyens de prodiguer de l'assistance aux autres, etc.
- L'aspect de réciprocité, confiance et sécurité. On se réfère ici au sentiment de sécurité, au sentiment de confiance qui anime les résidents de la communauté, ou à la perception subjective de la sécurité.
- L'aspect d'appartenance et d'identité. On se réfère ici au sentiment d'appartenance à la localité qui se manifeste par la vision positive de la communauté, la fierté vis-à-vis de son milieu de vie auquel on s'identifie (fierté, sentiments d'appartenance, représentations de la localité, etc.).

Il a été convenu que l'instrument devra parvenir à résoudre le problème de l'intégration d'un certain nombre de variables de nature qualitative et dont plusieurs sont déterminantes, mais dont l'appréciation sera la moins subjective possible. Il devra également reposer sur des variables évaluables à l'échelle désagrégée des municipalités locales afin de ne pas dépendre de données de source secondaire ou agrégées régionalement, puisqu'il est souhaité que toute collectivité territoriale puisse se l'auto-administrer et faire son autodiagnostic.

4. PRÉSENTATION DU PROTOTYPE

Nous décrivons ici sommairement le prototype livré pour l'IVCR. Les questions sont présentées en annexe ³. Le prototype se présente comme un fichier excel comportant quatre feuillets. Le 1^{er} présente le questionnaire (écran de saisie). Le 2^e est la feuille de calcul sur laquelle les réponses sont reportées et converties en scores, groupés par dimensions et sous-dimensions. Le 3^e présente un exemple de page de résultats. Et le 4^e, un exemple de sortie graphique proposée pour « voir » et interpréter les principaux résultats et paramètres. Le fichier servira de base pour le travail subséquent de conception et de programmation de l'IVCR lui-même (qui ne sera pas, bien entendu, sous format excel mais une interface accessible en ligne, permettant l'enregistrement des informations saisies dans une base de données).

Le questionnaire rassemble 74 questions, ventilées comme suit :

- dans la dimension *Participation sociale* : 5 questions sur l'ensemble des « Organisations communautaires », 4 sur le « Bénévolat », 9 sur les « Activités et loisirs communautaires » ;
- dans la dimension *Engagement civique* : 9 questions sur la « Démocratie locale », 12 sur le « Développement économique local », 5 sur la « Vie scolaire et préscolaire » ;
- dans la dimension *Réseautage, socialisation, voisinage et soutien social* : 12 questions ;
- dans la dimension *Sécurité, confiance* : 7 questions ;
- dans la dimension *Appartenance, identité, fierté* : 11 questions.

3 Le questionnaire final, une feuille de résultat, de même qu'un exemple de sortie graphique, accompagnent le prototype mais sont absents ici faute de place.

Le prototype de l'IVCR peut théoriquement générer des valeurs variant entre approximativement 100 et 600 points et qui pourront être standardisées en pourcentage. Des seuils, pour le moment temporaires car ils devront être redéfinis lorsqu'un nombre suffisant de localités auront complété l'exercice d'évaluation et qu'il sera dès lors possible de calculer des « moyennes » plus conformes, permettent de distinguer une vitalité exceptionnelle d'une vitalité très forte, bonne, moyenne, faible ou très faible. Nous pensons aussi qu'il sera utile de ramener tous les scores sur un indice dont le maximum est 100, une référence bien connue.

Les pointages de la feuille de calcul, IVCR global et par dimensions et sous-dimensions, sont transposés sur une simple feuille de résultats permettant une représentation plus lisible, dépouillée et synthétique. L'ensemble de ces informations permet à la communauté qui évalue son *niveau de vitalité* de se positionner et de s'apprécier par rapport à la vitalité théorique d'une communauté « idéale » (scores maximums) et par rapport à la situation moyenne prévalant dans l'ensemble des autres localités. Le graphe permet aussi d'identifier ses dimensions et sous-dimensions plus fortes et plus faibles, celles où sa situation s'améliore ou se dégrade dans le temps, ce qui est l'objectif ultime de cette mesure, non pour faire un palmarès des collectivités mais pour fournir un outil de diagnostic de leur situation et son évolution dans le temps.

CONCLUSION

La construction d'un tel indice de vitalité d'une communauté rurale présente plusieurs défis d'ordre méthodologique. Il faut résoudre le problème de l'intégration des variables de nature qualitative (plusieurs sont déterminantes) mais dont l'appréciation serait la moins subjective possible ; cela peut se réaliser en demandant au conseil municipal de remplir le questionnaire chaque année. Cela suppose que toute collectivité territoriale puisse se l'auto-administrer et faire son autodiagnostic.

Une question d'appropriation de l'outil se pose alors : il faudra convaincre les communautés locales de sa pertinence et de son utilité. La meilleure stratégie consiste à convaincre en premier lieu le réseau des agents de développement rural pour animer le processus et administrer l'IVCR. Il faut aussi mettre en place une interface d'utilisation de l'IVCR (accessible *via* un portail intranet) en relation avec une base de données sécurisée qui puisse permettre d'emmagasiner les informations recueillies dans le temps et calculer des moyennes. Alors, les municipalités pourront comparer leur situation à la situation moyenne des localités de leur taille. Par ailleurs, pour les élus locaux, il faut faire très attention à ce que l'outil ne soit pas perçu comme une tâche obligatoire, une exigence administrative supplémentaire, une formalité en lien avec la reddition de compte. L'outil sera approprié si l'on parvient à convaincre les administrations locales et les agents de développement rural de son utilité comme outil d'animation du développement des collectivités locales.

RÉFÉRENCES

- Annis R., Racher F., Beattie M., 2002, *Rural Community Health and Well-Being: A Guide to Action*, Rural Development Institute, Brandon University.
- Bobbitt L., Green S., Candure L., Morgan G.A., 2005, "The Development of A County Level Index of Well-Being", *Social Indicators Research*, vol. 73, n° 1, pp. 19-42.
- Boisvert R., 2007, *Les indicateurs de développement des communautés : vers le déploiement d'un dispositif national de surveillance*, ministère de la Santé et des Services sociaux du Québec et Agence de santé de la Mauricie et du Centre-du-Québec, Trois-Rivières, Québec.

- Cooke M., 2005, *L'indice de bien-être des collectivités autochtones (IBC) : une analyse théorique*, Direction de la recherche et de l'analyse, ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada.
- Flora C.B., Flora J.L., 2003, "Social Capital", in Brown D. L., Swanson L. E. (eds.), *Challenges for Rural America in the Twenty-First Century*, The Pennsylvania State University Press, pp. 214-227.
- Jean B., 1997, *Territoires d'avenir. Pour une sociologie de la ruralité*, Québec, Presses de l'Université du Québec.
- Jean B., Dionne S., Desrosiers L., 2009, *Comprendre le Québec rural*, Chaire de recherche du Canada en développement rural, Université du Québec à Rimouski (UQAR).
- Jean B., Épenda A., 2004, « Le capital social et le développement des "capacités de développement" des communautés rurales : les enseignements d'une étude canadienne », *Revue d'Économie régionale et urbaine*, n° 3, Poitiers, pp. 673-694.
- Meagher S., 2007, *A Neighbourhood Vitality Index: An Approach to Measuring Neighbourhood Well-being*, Report for Action for Neighbourhood Change, United Way of Greater Toronto.
- Metropolitan Chicago Information Center, 2010, *A Technical Explanation of CVI Methodology - The MCIC Community Vitality Index* [en ligne <http://www.mci.org/web/datainfo/cvi/aboutcvi.asp>].
- Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire (MAMROT), *Politique nationale de la ruralité 2014-2024* [en ligne <http://www.mamrot.gouv.qc.ca/developpement-regional-et-rural/ruralite/politique-nationale-de-la-ruralite/pnr-2014-2024/>].
- O'Sullivan E., McHardy M., 2004, *L'indice du bien-être des collectivités (IBC) : évolution de la différence entre le bien-être des collectivités des Premières nations et celui des autres collectivités canadiennes*, Direction de la recherche et de l'analyse, ministère des Affaires indiennes et du Nord Canada.
- Reed P., 2000, *Developing Civic Indicators and Community Accounting in Canada*, Centre for Applied Social Research, Carleton University.
- Scott K., 2009, *Community Vitality. A Report of the Institute of Wellbeing*, Institute of Wellbeing.
- Stolte M., Metcalf B., 2009, *Beyond Economic Survival. 97 Ways Small Communities Can Thrive. A Guide to Community Vitality*, The Centre for Innovative & Entrepreneurial Leadership (Ciel).

L'AUTEUR

Bruno Jean

Titulaire de la Chaire de recherche du
Canada en développement rural
CRDT
Université du Québec à Rimouski
bruno_jean@uqar.ca

ANNEXE – LISTE DES QUESTIONS SELON LES GRANDES DIMENSIONS DE LA VITALITÉ SOCIALE

Participation sociale

– *Organisation communautaire* (recension des organismes communautaires locaux actifs et formellement organisés : loisirs adultes généraux ; loisirs culturels et/ou scientifiques ; loisirs spécifiquement jeunesse (autres que sportifs) ; sports (adultes et jeunesse) ; soutien social ; philanthropique et organisations charitables ; religieuse et/ou spirituelle ; vie civique ; vie scolaire et petite enfance)

1. Nom
2. Nombre approximatif de membres véritablement actifs
3. Fréquence des activités et/ou réunions régulières non publiques, réservées aux membres
4. Fréquence des activités ouvertes au public
5. Possède un site web

– *Bénévolat (implication communautaire)*

6. Approximativement combien de personnes dans la municipalité peuvent être considérées comme faisant du bénévolat régulièrement pour la communauté ?
7. Approximativement combien de personnes dans la municipalité peuvent être considérées comme faisant du bénévolat occasionnellement pour la communauté ?
8. Composition générale des bénévoles impliqués dans l'organisation d'activités
9. Existe-t-il une activité municipale annuelle ou régulière de reconnaissance des bénévoles ?
- *Activités et loisirs communautaires*
10. Existe-t-il un événement annuel de type festival dans la municipalité ?
11. Nombre approximatif, par année, d'événements et/ou activités communautaires de type « activités sociales » ou « activités culturelles », ouvertes au public, à toute la population ?
12. Existe-t-il dans la municipalité un service estival d'animation de type « terrain de jeux » ?
13. Y a-t-il un terrain de jeux public pour enfants (balançoires, bascules, modules pour grimper, glisser, etc.) dans la municipalité ?
14. Quel est l'état général du ou des terrains de loisirs dans la municipalité ?
15. Existe-t-il une ou des ententes intermunicipales pour accès à certains équipements, infrastructures ou services de loisirs dans localité(s) avoisinante(s) ?
16. Existe-t-il une ou des équipe(s) locale(s) organisée(s) de sport d'équipe (ex. baseball, balle-molle, soccer, hockey, etc.) ?
17. Y a-t-il un local des loisirs ouverts à certains moments connus de type « maison des jeunes » ou encore « cabane de patinoire » ?
18. Y a-t-il une bibliothèque publique dans la municipalité ?

Engagement civique– *Démocratie locale*

19. Caractérisation des mandats de maire et conseillers au conseil municipal ?
20. Âges du ou des plus jeunes membres du conseil municipal ?
21. Combien de personnes environ assistent, en moyenne, aux séances régulières du conseil municipal ?
22. Sur les dossiers importants, la municipalité a-t-elle le réflexe, outre les séances de questions aux réunions régulières du conseil municipal, d'organiser des réunions publiques d'information ?
23. Existe-t-il un petit bulletin municipal d'information, distribué gratuitement dans les boîtes postales de la communauté ?
24. La municipalité possède-t-elle un site web ?
25. Existe-t-il dans la municipalité un ou des babillards ou lieux d'affichage public véritablement utilisés pour annoncer, outre les avis légaux, des activités sociales, culturelles, sportives, des petites annonces, etc. ?
26. Existe-t-il dans la municipalité un comité de citoyen organisé, qu'il soit plus ou moins formel, et qui intervient auprès du conseil municipal sur un ou des dossiers quelconques ?
27. Type de leadership du conseil municipal - comment qualifieriez-vous l'administration municipale ?

– *Développement économique local*

28. Existe-t-il un comité ou une structure locale dédié spécifiquement au développement local ?
29. Y a-t-il un agent de développement local ou de développement rural qui consacre du temps à la communauté locale ?
30. Existe-t-il un plan ou une stratégie de développement local que la municipalité utilise et met à jour périodiquement ?

31. Existe-t-il une table de concertation, un comité de coordination ou une rencontre annuelle de tous les organismes actifs dans la municipalité ?
32. Existe-t-il une politique familiale (ou l'équivalent) dans la municipalité ?
33. Existe-t-il une politique culturelle (ou l'équivalent) dans la municipalité ?
34. Existe-t-il une politique d'accueil (ou l'équivalent), ou encore une action/activité, pour marquer l'accueil de nouveaux résidents dans la municipalité ?
35. Existe-t-il un comité consultatif d'urbanisme (CCU) actif dans la municipalité ?
36. Y a-t-il au conseil municipal au moins une personne reconnue pour plaider régulièrement pour le compte de l'environnement ?
37. La protection et la mise en valeur des paysages est-elle une préoccupation pour le conseil municipal ?
38. Existe-t-il un office ou un comité local de tourisme ?
39. Les principaux services de proximité suivants : épicerie ou dépanneur ; essence ; comptoir ou guichet caisse populaire ; et service postal, sont-ils disponibles dans la municipalité ?
– *Vie scolaire et préscolaire*
40. Y a-t-il une école primaire dans la municipalité ?
41. Stabilité ou roulement des membres du personnel de l'école primaire (professeurs, direction, etc.)
42. S'il existe une école primaire dans la municipalité, est-ce que ses professeurs et écoliers offrent au moins une fois par année un spectacle de fin d'année ou encore de Noël auquel toute la communauté est invitée à assister ?
43. Existe-t-il un service de garde en milieu scolaire (s'il existe une école primaire dans la municipalité) ou un autre type de service de garde « communautaire » (exception faite des garderies privées ou CPE milieu familial) ?
44. Existe-t-il une ou des ententes (formellement ou non) entre la commission scolaire et la municipalités pour accès à des équipements ou des infrastructures (à des fins communautaires, culturelles, sportives, etc.) ?

Réseautage, socialisation, voisinage et soutien social

45. La plupart des gens connaissent par leurs noms les personnes d'au moins 3 familles voisines ?
46. Lorsque les gens se croisent sur la rue, au guichet automatique, au dépanneur, outre les gens qui sont déjà amis ou bonnes connaissances, est-ce que généralement ils se saluent ?
47. Existe-t-il des cas problématiques de voisinage, persistants et bien connus de tous (litiges, chicane de clôture, chiens laissés en liberté, conflits ou irritants liés à l'épandage agricole, la présence d'une industrie, d'une « cour à scrap », etc.) ?
48. Au cours de la dernière année, y a-t-il eu à votre connaissance un ou quelques litiges entre voisins (par exemple, histoire de clôtures ou de chiens en liberté) qui se soient rendus jusqu'en cour ou aient nécessité une sorte de médiation spéciale ?
49. Les personnes âgées qui vivent dans la communautés ont-elles accès facilement aux biens et services qui leur permettent de conserver leur autonomie et continuer d'y habiter longtemps ?
50. Existe-t-il dans la communauté une forme d'assistance, privée ou par une association, pour offrir aux personnes âgées de l'aide de type « aide ménagère » ou popotte-roulante ?
51. Y a-t-il une forme de guignolée organisée localement dans le temps des fêtes pour redistribuer des provisions aux familles ou aux personnes les plus démunies ?
52. Y a-t-il plusieurs personnes ou familles véritablement isolées socialement ?
53. S'il existe une habitation à loyer modique (HLM), ses locataires sont-ils impliqués

socialement (bénévolat) dans la communauté ?

54. Existe-t-il plusieurs ou au moins un établissement commercial de type épicerie et/ou dépanneur, où les gens peuvent se croiser, jaser, socialiser ?

55. Existe-t-il plusieurs ou au moins un établissement de restauration (café, restaurant, bar, cantine à frites, etc.), où les gens peuvent se croiser, jaser, socialiser ?

56. Existe-t-il plusieurs ou au moins un lieu aménagé de type espace vert/parc public (parc, banc public, halte routière, site pour pique-nique, sentiers, etc.), où les gens peuvent se croiser, jaser, socialiser ?

Sécurité, confiance

57. Est-ce que, généralement, les gens barrent leurs portes de résidence la nuit ?

58. Retrouve-t-on des graffitis dans les parcs et autres endroits publics ?

59. Au cours de la dernière année, y a-t-il eu du vandalisme dans les installations, parcs publics, cour d'école, parvis de l'église, cimetière, propriétés privées ou véhicules ?

60. Y a-t-il des débris ou ordures qui traînent, des sites perpétuellement souillés et sales ?

61. Au cours de la dernière année, il y a eu un ou quelques cas de cambriolages de voitures, de maisons, de commerces, d'institutions (presbytère, école, etc.) ?

62. Au cours de la dernière année, il y a eu un ou quelques cas de cambriolages de cabanes à sucre, de petits chalets isolés, de bois de chauffage, de machineries agricoles aux champs, etc. ?

63. Généralement, les femmes se sentent-elles en sécurité de marcher seules la nuit ?

Appartenance, identité, fierté

64. La communauté a une marque distinctive, unique, une réputation, une « image de marque » comme on dit en marketing ?

65. Généralement, les résidents sont fiers de leur communauté, ont un fort sentiment d'appartenance ?

66. La municipalité est inscrite et participe régulièrement à un programme de type « villages fleuris », même si elle n'a pas nécessairement gagné de prix ?

67. La municipalité dépense à chaque année un certain montant pour poser des banderoles extérieures, accrocher des jardinières fleuries ou des boîtes à fleurs dans certains lieux publics, entretenir quelques aménagements paysagers dans les entrées de village, etc. ?

68. La municipalité ou un organisme local, à chaque année, organise une distribution gratuite ou à prix symbolique de petits arbres, arbustes, vivaces afin d'encourager les résidents à reboiser ou aménager leurs terrains ?

69. Généralement, les résidents sont fiers et prennent grand soin de l'apparence extérieure de leur maison et terrain ?

70. Il existe dans la municipalité une sorte de « circuit patrimonial » ou un certain nombre de plaques ou panneaux d'interprétation du patrimoine ou des paysages naturels ?

71. Présence et état d'une enseigne de bienvenue dans la municipalité

72. Y a-t-il un événement, une activité annuelle et régulière pour marquer l'arrivée des nouveaux résidents dans la municipalité ?

73. Les jeunes adultes (25-34 ans) considèrent généralement que la communauté est un lieu agréable pour y vivre ?

74. Il existe un certain nombre de jeunes ménages, néo-ruraux ou n'étant pas originaires de la municipalité, qui viennent s'y installer, attirés par les paysages, la vie rurale, la nature, dans le but de fonder une famille, rénover une vieille maison, partir une petite entreprise, une ferme bio, etc.